



Depuis/Since 1962 ...

Le CAFRAD rénové au service de la transformation globale, digitale, intelligente et durable des administrations publiques et privées africaines.

RAPPORTS DE MISSIONS DU DIRECTEUR GENERAL DU CAFRAD AU MAROC

La participation du CAFRAD aux activités extérieures, au-delà de la révélation de l'Organisation panafricaine et de son rayonnement, lui permet de renforcer ses propres capacités techniques et institutionnelles mais également de mobiliser les pratiques innovantes à mettre à la disposition des Etats membres en cas de besoin.

Introduction générale

Le présent dossier comprend les 10 rapports de missions effectuées par le Directeur général du CAFRAD au Maroc.

TABLEAU DE MISSIONS DU DIRECTEUR GENERAL DU CAFRAD AU MAROC par ordre décroissant, de la plus récente mission à la plus ancienne.

N°	Objet de la mission	Date	Lieu
1	Assises nationales de l'intelligence artificielle	1 ^{er} et 2 juillet 2025	Rabat
2	Forum africain de l'Education 2025	17 -18 avril 2025	Marrakech
3	<i>GITEX Africa 2025</i>	14-16 avril 2025	Marrakech
4	Mission à pour les formalités d'obtention du visa américain	2 et 4 avril 2025	Casablanca
5	Symposium pour le <i>Certificat de Management Public (CPM)</i>	23-24 janvier 2025	Marrakech
6	Forum MEDays	27 au 30 novembre 2024	Tanger
7	8 ^{ème} Forum africain des Managers territoriaux et des Instituts de Formation, ciblant les Collectivités territoriales	9-13 décembre 2024	Tanger
8	travaux sur l'accélération de l'implémentation de la ZLECAf au nord et à l'ouest de l'Afrique via la transformation digitale et la diversification économique	19 - 21 novembre 2024	Rabat
9	Dialogue Politique de haut niveau, Bureau sous régional en Afrique du Nord de la Commission économique des Nations pour l'Afrique	21-22 octobre 2024	Rabat

10	Lancement officiel de la Stratégie nationale de Développement du Numérique « <i>Digital Morocco 2030</i> »	25 septembre 2024	Rabat
----	--	-------------------	-------

I. Rapport de la participation aux Assises nationales de l'intelligence artificielle, 1^{er} et 2 juillet 2025, à l'Université Mohammed VI Polytechnique de Rabat.

Introduction

Accompagnée de Madame Dounia Tahir, Assistante du Chargé Protocole du CAFRAD, le Directeur général a pris part aux Assises nationales de l'intelligence artificielle (IA), organisée par le Gouvernement du Royaume du Maroc à travers le Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration (MTNRA).

Une participation utile

Outre les sessions plénières, la présence du Directeur général a été marquée par sa participation à la table ronde thématique n°2 sur « *les fonds souverains technologiques : catalyseurs d'un écosystème national d'IA compétitif* », où, il sollicité les financeurs présents à financier les activités de formation, de production, de valorisation, de promotion, de l'attractivité et de rétention des talents en Afrique ainsi que de recherche & développement devant déboucher sur l'innovation. Selon le Directeur général, le CAFRAD est un véritable outil de développement, de transformation et de progrès du continent puisqu'il repose sur les deux piliers essentiels qui ont été à la base du développement de tous les pays du monde, à savoir, l'éducation, la formation, la production et la valorisation des compétences, des talents et des ressources humaines de qualité ainsi que la recherche scientifique, la recherche & développement & l'innovation.

Le Directeur général a pris quelques contacts en marge de l'événement, qui vont certainement déboucher sur des projets conjoints concrets.

Conclusion

La participation du CAFRAD aux Assises nationales de l'intelligence artificielle a été très utile à tous points de vue : l'équipe du CAFRAD s'est appropriée l'évolution des innovations technologiques, la nécessité pour l'Afrique d'adopter une approche IA verte, éthique et humaine mais surtout d'éviter une nouvelle marginalisation technologique au regard des perspectives actuelles du continent. Un effort colossal collectif, résolu et déterminé doit être entrepris par l'Afrique pour engager la course technologique en mettant l'accent sur la formation des jeunes et la productivité.

II. Rapport de la participation du CAFRAD au Forum africain de l'Éducation 2025, 17 -18 avril 2025, à Marrakech, Maroc

Introduction

À invitation de The *Organizing Committee of the African Engineering Education Forum (AEEF 2025)*, le Directeur général du CAFRAD a pris part au Forum

africain de l'Education sur le thème : *Engineering Education for Sustainable Development in Africa: Innovations, Challenges, and Opportunities*.

Échanges

Il s'agit des échanges techniques entre experts du monde académique qui ont pu réfléchir sur le rôle combien irremplaçable des technologies nouvelles dont l'intelligence artificielle dans l'éducation de qualité en Afrique.

Recommandations

À l'issue des débats, les participants ont fortement recommandé l'appropriation de l'intelligence artificielle par les acteurs du système éducatif africain et son usage éthique et humain pour une éducation de qualité et inclusive en Afrique.

III. Rapport de la participation du CAFRAD à GITEX Africa 2025, 14 au 16 avril 2025, à Marrakech, Maroc

La délégation du CAFRAD a répondu présente à l'invitation de Madame la Ministre de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration, Présidente du Conseil d'Administration du CAFRAD, au *GITEX Africa 2025*, du 14 au 16 avril à Marrakech. En marge des travaux et des divers ateliers, conférences, et rencontres bilatérales, le CAFRAD a organisé une visite stratégique des stands sous le signe de la transformation digitale, l'objectif étant d'aller à la rencontre de l'innovation africaine et de tracer la voie des nouvelles technologies.

CAFRAD et l'Université Al Akhawayn au GITEX Africa : Immersion constructive en perspective d'un partenariat structurant

Une rencontre de haut niveau a eu lieu entre le CAFRAD et l'Université Al Akhawayn. Cette réunion marque un tournant important dans la coopération entre l'institution panafricaine dédiée à la gouvernance et les établissements d'enseignement supérieur de premier plan.

L'objectif principal de cette rencontre était d'explorer les pistes de collaboration en matière de formation, de recherche, de transformation digitale et de développement des capacités dans les administrations publiques africaines. Le GITEEX, véritable noyau de l'innovation dans les nouvelles technologies, a offert un cadre idéal pour initier cette coopération ambitieuse.

Un partenariat au service de la transformation globale et profonde de l'Afrique

Le Directeur général du CAFRAD, Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI, a souligné l'importance d'associer les universités africaines aux efforts de modernisation de l'administration publique. La transformation digitale des institutions publiques et des organisations privées passe par une synergie forte entre la recherche académique, la formation continue et l'innovation technologique. L'Université Al Akhawayn, avec son expertise et son rayonnement international, représente un partenaire stratégique de choix. Elle est d'autant intéressante pour le CAFRAD qu'elle axe ses programmes sur l'entrepreneuriat innovant, la création des start-ups intelligentes et la pratique professionnelle des leaders de demain.

De son côté, le Doyen de l'Université Al Akhawayn, Dr. Salah AL-MAJEED, a mis en avant l'engagement de l'Université à contribuer activement au développement du continent. En effet, la vision de l'Université Al Akhawayn est celle d'une université ancrée en Afrique, et tournée vers l'excellence. Ce partenariat potentiel avec le CAFRAD pourrait donner naissance à des programmes conjoints, des modules de formation pour les cadres publics et leaders africains, ainsi que des projets de recherche appliquée.

Le CAFRAD et EMARATECH explorent un partenariat stratégique en innovations technologiques

Autre rencontre aussi importante, est celle qui a réuni le CAFRAD avec la société EMARATECH, acteur majeur dans le développement de solutions technologiques avancées pour les gouvernements et les services publics. Cette réunion a ouvert la voie à des discussions stratégiques centrées sur l'innovation technologique appliquée à la gouvernance publique en Afrique. L'objectif est d'identifier les meilleures pratiques mondiales pour les adapter aux réalités africaines. Un partenariat avec EMARATECH pourrait accélérer la digitalisation des administrations publiques sur le continent.

Une vision partagée pour une gouvernance numérique performante

Le CAFRAD, institution intergouvernementale pionnière dans le renforcement des capacités administratives en Afrique, cherche activement à intégrer les technologies de pointe dans ses programmes de transformation publique. De son côté, EMARATECH, filiale du Gouvernement de Dubaï spécialisée dans la digitalisation des services gouvernementaux, propose des solutions innovantes dans les domaines de la gestion des identités, de l'automatisation des processus administratifs et de la sécurisation des données.

Le CAFRAD et FVC explorent une collaboration technologique pour la transformation des administrations africaines

Sur un autre registre, le CAFRAD a engagé des discussions fructueuses avec l'entreprise FVC, acteur reconnu dans le domaine des technologies de l'information, des communications et des solutions de collaboration avancées. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique du CAFRAD visant à accompagner les administrations publiques africaines dans leur transition numérique.

Une vision commune pour une administration publique intelligente

Le CAFRAD, dédié au développement des capacités administratives et à la bonne gouvernance, s'intéresse particulièrement aux solutions technologiques innovantes capables d'optimiser les services publics. De son côté, FVC, avec son expertise en visioconférence, cybersécurité, *cloud computing* et infrastructures de communication, se positionne comme un partenaire technologique de choix pour les gouvernements en quête d'efficacité et de transparence et qui peut répondre aux besoins spécifiques des administrations africaines en pleine transformation.

Le CAFRAD et l'UM6P initient un partenariat stratégique pour la transformation de la gouvernance publique en Afrique

Le CAFRAD a également entamé des discussions prometteuses avec des hauts responsables de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) en vue de mettre en place un partenariat stratégique axé sur la formation, la recherche appliquée et l'innovation technologique au service des administrations africaines.

Cette rencontre s'inscrit dans la volonté du CAFRAD de s'allier avec des institutions académiques de référence pour impulser une nouvelle dynamique de modernisation de la gouvernance publique sur le continent.

Une convergence de visions au service de la nouvelle Afrique

Le CAFRAD, en tant qu'institution dédiée à la résolution des problèmes administratifs de développement des États africains, place l'innovation et le savoir au cœur de son action. L'UM6P, une Université de recherche tournée vers l'Afrique, incarne une nouvelle génération d'établissements qui allient excellence académique, entrepreneuriat scientifique et impact sociétal. Ensemble, les deux institutions pourraient créer des synergies puissantes entre les décideurs publics et le monde académique pour bâtir une gouvernance plus efficace, agile et résiliente en Afrique.

Le CAFRAD et le Groupe OCP unissent leurs forces pour renforcer les capacités des administrations africaines

La délégation du CAFRAD a ensuite visité le stand OCP (Office chérifien des Phosphates), dans la quête de nouvelles pistes de coopération, et conformément à la vision du CAFRAD rénové de s'ancrer dans le territoire marocain en se rapprochant des acteurs stratégiques du pays. C'est dans cette perspective de rapprochement institutionnel que le CAFRAD a entamé des échanges avec l'OCP Maintenance Solutions, filiale du Groupe OCP, leader mondial dans le domaine des phosphates et acteur engagé du développement en Afrique. Cette initiative s'inscrit dans une vision commune de transformation durable et inclusive, plaçant l'humain, l'équité, l'inclusion, le savoir et l'innovation au cœur de la modernisation de la gouvernance publique.

Une synergie au service du développement du capital humain

Un projet de partenariat entre le CAFRAD et l'OCP reposera sur un engagement partagé en faveur du renforcement des capacités institutionnelles, de la valorisation des compétences africaines et de la promotion d'une gouvernance efficiente, éthique et orientée vers les résultats. Le Groupe OCP, à travers son ancrage africain et son engagement en faveur de l'éducation et de l'innovation, est un allié de choix pour accompagner les administrations du continent dans leur transformation digitale.

Le CAFRAD et la RAM : une quête de partenariat et de sponsoring

Le CAFRAD est un pilier stratégique pour la modernisation de l'administration publique en Afrique. De son côté, la RAM (Royal Air Maroc), acteur incontournable du transport aérien africain, cherche constamment à renouveler son image et à s'impliquer dans des projets culturels porteurs de sens.

La visite de la délégation CAFRAD au stand RAM a eu pour objectif de trouver un terrain d'entente permettant de lier la vision novatrice du CAFRAD à l'aura institutionnelle de la RAM, dans une volonté commune de soutenir des initiatives institutionnelles innovatrices. Il s'agirait pour la RAM d'endosser un rôle de mécène moderne, en sponsorisant des projets culturels qui forment et transforment les jeunes générations et en apportant un appui logistique, financier et symbolique aux initiatives reflétant une vision commune.

Gouvernance africaine et innovation saoudienne : une synergie en construction

Le dernier stand visité par la délégation CAFRAD est celui d'un des sponsors officiels du *GITEX Africa 2025*, « *Saudi made* », le partenaire « *Innovation Country* » du *GITEX Africa*. Dans le but de proposer de nouvelles perspectives de coopération à ses Etats membres, le CAFRAD explore des pistes internationales pour ses solutions en formation, recherche, et amélioration de la gouvernance globale sur le continent. À cette fin, un échange a été entamé avec « *Advance International- AICTEC* », une entreprise spécialisée dans l'innovation technologique qui se consacre à la création de solutions numériques novatrices visant à répondre aux besoins spécifiques des communautés et des entreprises. Forts de plusieurs années d'expérience, ainsi que d'une équipe expérimentée, AICTEC a obtenu plusieurs prix, dont un certificat de classification de premier ordre pour la mise en œuvre de grands projets gouvernementaux en Arabie Saoudite.

AICTEC proposent plusieurs services et solutions pour les services publics et les administrations, en matière de gestion des ressources humaines, de communication institutionnelle, d'optimisation du flux d'information, ou encore d'organisation smart de rencontres et d'événements.

Des pistes de coopération et de parrainages ont été échangées, sur la base de la bonne volonté d'AICTEC de proposer des solutions innovantes adaptées à la gouvernance africaine.

Conclusion

La participation du CAFRAD au *GITEX Africa 2025* est une étape stratégique dans sa vision de transformation globale de l'Afrique et dans son ambition de renforcer la gouvernance publique africaine à travers l'innovation, la coopération internationale et la formation. En multipliant les rencontres avec des acteurs majeurs du secteur numérique, technologique, académique et institutionnel, le CAFRAD a su s'inscrire dans une dynamique résolument tournée vers l'avenir. Ces échanges, riches en perspectives de partenariat, illustrent l'engagement de l'Organisation à être un pont entre les futurs leaders africains, les institutions de formation et de savoir, et les partenaires technologiques mondiaux.

À travers ces partenariats en gestation, une vision se dessine : celle d'une administration publique africaine plus agile, plus intelligente, et intégrant résolument et irréversiblement les exigences de la transformation numérique. Pour le CAFRAD, *GITEX Africa 2025* a été un véritable catalyseur d'alliances porteuses de changement. Le CAFRAD repart avec des pistes concrètes de collaboration qui pourraient, dans le futur proche, contribuer à façonner une gouvernance africaine plus innovante, inclusive et performante.

IV. Rapport de mission à Casablanca pour les formalités d'obtention du visa américain

Dans la perspective de prendre part à la Conférence annuelle de la Société américaine pour l'Administration publique (ASPA) 2025, prévue à Washington D.C du 28 mars au 1^{er} avril 2025 et à la 24^{ème} session du Comité d'Experts pour l'Administration publique (CEPA), à New York, du 7 au 11 avril 2025, le

Directeur général, Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI, s'est rendu au Consulat américain, à Casablanca, le 2 avril et le 4 avril 2025 pour déposer la demande de visa et pour retirer le visa établi par le Consul américain.

V. Participation du CAFRAD au Symposium pour le Certificat de Management Public (CPM), organisé par William P. Hobby Center for Public Service de l'Université d'État du Texas et l'American Society for Public Administration (ASPA) à Marrakech

Dans le but de marquer son mandat à la tête de l'Organisation intergouvernementale panafricaine d'une empreinte indélébile et de contribuer à la transformation intellectuelle de l'Afrique qui va induire toutes les transformations, Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI, nouveau Directeur général du CAFRAD, s'est engagé à construire des programmes de formation de haut standing international. C'est dans cette perspective qu'accompagné d'une de ses collaboratrices, il a participé du 22 au 25 janvier 2025 à Marrakech (Royaume du Maroc) au symposium sur les modalités d'implémentation de *Certified Public Management (CPM)* ou certificat de management public de l'Université d'Etat de Texas aux Etats-Unis d'Amérique, l'un des meilleurs programmes de formation de la première puissance du monde. Il entend ainsi africaniser ce programme américain d'excellente qualité et mondialement reconnu pour permettre aux Africains même ceux qui n'ont pas les moyens financiers, d'accéder à des formations administrées aux Etats-Unis d'Amérique, en Europe et partout d'ailleurs sans trop de tracasseries, ni de dépenses décourageantes. Ce faisant, l'Afrique disposera des meilleures compétences pour se construire et pour constituer une force dynamique sur la scène internationale conformément à la Vision de l'Union africaine 2063.

Le CAFRAD a participé au symposium de haut niveau de 2 jours, les 23 et 24 janvier 2025, organisé par William P. Hobby Center for Public Service de l'Université d'État du Texas et *l'American Society for Public Administration (ASPA)*, sur la manière de construire et d'entretenir un programme professionnel et éducatif international dénommé certificat de management public (CPM) pour les universités et les organisations.

Le symposium a porté sur les modalités et surtout sur le contenu et les possibles adaptations du programme au contexte africain afin de former les leaders d'une nouvelle génération. Il a été présenté les précieuses leçons tirées des 25 années d'expérience d'exécution du programme par le professeur Howard Balanoff à l'Université d'Etat du Texas, ainsi que des modules innovants animés par des conférenciers invités ayant délivré des présentations de haut niveau sur des thématiques répondant aux enjeux actuels des administrations publiques africaines, tels que le leadership stratégique, le leadership transformationnel et résilient, l'humain, acteur des réformes, des

transformes et de la performance globale, le développement des *soft skills* ou encore l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la gestion administrative. À travers cette formation de 2 jours, le CAFRAD s'est fixé pour objectif d'être le prisonnier de cette initiative, en travaillant en bonne intelligence avec le Pr. Balanoff, le Pr. Mekkaoui et le Pr. Zemrani, tous intervenants dans le programme aux Etats-Unis, ainsi qu'avec *l'American Society for Public Administration (ASPA)*, *l'American Association of Public Administration (AAPA)*, *le Texas International Education Consortium (TIEC)* et le *William P. Hobby Center for Public Service* pour l'implémentation du CPM en Afrique afin de mettre à la disposition des États membres les meilleures pratiques de formation actuellement enseignées dans les universités américaines, en les adaptant aux modèles d'administration africaine et aux besoins de nos sociétés.

D'ores et déjà, le CAFRAD travaille avec les experts de ce grand chantier pour proposer sur le continent africain une version adaptée du *Certified Public Manager Program*. Il s'agit d'un programme de gestion publique accrédité aux États-Unis qui s'adresse aux fonctionnaires, aux cadres intermédiaires, ainsi qu'aux aspirants fonctionnaires des agences gouvernementales fédérales, étatiques et locales. Il propose une formation systématique de 7 modules en séquence enseignés en 14 mois, et qui visent à améliorer le professionnalisme et à accroître l'efficacité des gestionnaires gouvernementaux. En s'inscrivant à ce programme professionnel, les participants pourront acquérir une expérience pratique, et une excellente connaissance des normes, méthodes et outils innovants, ainsi qu'apprendre les meilleures pratiques à adopter et à appliquer à l'élaboration de stratégies organisationnelles ou de développement et à leurs systèmes de gestion.

Dans un contexte de profondes mutations, le développement des compétences est un levier de performance pour répondre à de nombreux défis. Ainsi, le CAFRAD, pour démontrer sa pertinence au sein des organisations africaines, se positionne pour aider les Etats membres à trouver **les meilleures formations qui répondent à leurs questions d'adaptation, d'employabilité ou de transformation des modes de management**. Le CAFRAD, c'est le leader de la transformation de l'Afrique. Le lancement officiel du CPM sera annoncé non seulement sur le site du CAFRAD mais aussi par les tous les canaux possibles en vue d'assurer une large diffusion.

VI. Rapport de la participation du CAFRAD au Forum MEDays à Tanger

La 16^{ème} édition du Forum MEDays s'est tenue à Tanger du mercredi 27 au samedi 30 novembre 2024.

Cette **16^e édition**, placée sous le **Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste**. Du 27 au 30 novembre 2024, le Palais des Arts et de la Culture de Tanger accueillera plus de 300 intervenants de haut niveau – chefs d'État, Premiers Ministres, ministres, décideurs économiques et experts – pour débattre autour du thème central : « **Souverainetés et Résiliences : Vers un Nouvel Équilibre Mondial** ».

Alors que le monde est confronté à des crises multiples et interdépendantes, cette édition explorera en profondeur les souverainetés nationales et régionales dans toutes leurs dimensions : institutionnelle, politique, économique, énergétique, alimentaire et sanitaire. L'objectif sera de mettre en lumière **les stratégies concrètes pour renforcer l'autonomie et la résilience des nations** face aux défis climatiques, numériques, sécuritaires et économiques.

Les travaux se sont déroulés chacun de ces jours dans 3 amphithéâtres et deux salles de 9 h 30 à 19 h 00. Le thème de cette année était: Souverainetés et Résiliences : Vers un Nouvel Équilibre Mondial.

Le Directeur général du CAFRAD a assisté à la cérémonie d'ouverture qui a eu lieu à la fin des travaux de la première journée du Forum MEDays, le mercredi soir entre 18h30 et 20h00

Pendant les 4 jours, le CAFRAD a pu échanger avec plusieurs représentants d'institutions dont ceux des Ambassades:

Contacts des Ambassadeurs au Maroc

- L'ambassadeur du Mali m'a rassuré qu'il donnerait suite à la demande d'audience ;
- L'ambassadrice du Ghana m'a demandé plus d'informations sur le CAFRAD et a promis de réagir à la demande d'audience ;
- L'ambassadeur de la RDC a dit qu'il soutient les initiatives du CAFRAD;
- L'ambassadeur du Niger et le Chargé d'affaires du Liberia sont disposés à collaborer avec le CAFRAD.

Zoom sur les sessions plénières des MEDays 2024

- Outre la Cérémonie d'Ouverture des MEDays, programmée le Mercredi 27 Novembre à 18h15, et la Cérémonie de Clôture, prévue le Samedi 30

Novembrer à 18h15, les six sessions plénières des MEDays 2024 feront partie des principaux temps forts de cette 16^e édition. Elles aborderont des thématiques cruciales pour repenser les paradigmes globaux :

- 1. Africa's Resurgence: Strengthening Sovereignty, Security, Governance and Economic Resilience – Jeudi 28 Novembre 2024 à 09h15
- Renforcer la souveraineté, la gouvernance et la résilience économique de l'Afrique face aux défis globaux.
- 2. Atlantic Africa and Beyond: A New Horizon for Economic Integration, Growth and Co-Development – jeudi 28 novembre 2024 à 14h30
- Construire une intégration économique transatlantique pour un co-développement durable.
- 3. Global Economy Outlook: Sovereignty, Resilience and the Path to Recovery – vendredi 29 novembre 2024 à 09h15
- Identifier les stratégies pour relancer l'économie mondiale en renforçant la souveraineté et la résilience économique.
- 4. Global Governance in Crisis: Reinventing Multilateralism for a Multipolar Era – vendredi 29 novembre 2024 à 14h30
- Proposer des réformes concrètes pour adapter la gouvernance mondiale à un monde multipolaire et instable.
- 5. Front Lines: What Order in Global Chaos? – samedi 30 novembre 2024 à 09h15
- Définir des approches pour restaurer la stabilité mondiale face aux conflits persistants et aux tensions géopolitiques.
- 6. Middle East: What Peace in Chaos? – samedi 30 novembre 2024 à 14h30
- Explorer les solutions pour atteindre une paix juste et durable dans un Moyen-Orient marqué par les conflits à Gaza et au Liban, ainsi que par les rivalités régionales.

Le MEDays Investment Summit : Le Forum opérationnel au sein du Forum

- Le MEDays Investment Summit (MIS), qui se tiendra dès la journée des MEDays, réunira des décideurs politiques et économiques, des investisseurs internationaux et des experts autour des opportunités d'investissement en Afrique et dans les économies émergentes.
- Ce « Business Summit » traitera notamment des thématiques suivantes :
- " *Global Prosperity through Strategic Investments: Shaping the New Economic Frontier*",
- " *Digital Frontiers: Building Africa's Economic Resilience*",
- " *Green Energy Investments: Powering Sustainable Growth in Emerging Economies*",
- " *Revitalizing Industries: Strategic Pathways for Economic Sovereignty and Post-Crisis Recovery*",
- « *Urban Resilience and Smart Cities: Strategies for Sustainable City Development.* »

VII. Rapport de la participation du CAFRAD au 8^{ème} Forum africain des Managers territoriaux et des Instituts de Formation, ciblant les Collectivités territoriales

Sur le thème : l'éducation en Afrique adaptée au 21^{ème} siècle, du 9 au 13 décembre 2024

I. Introduction

Le 8^{ème} Forum africain des Managers territoriaux et des Instituts de Formation, ciblant les Collectivités territoriales et portant sur l'éducation en Afrique adaptée au 21^{ème} siècle, s'est tenu du 9 au 13 décembre 2024 à l'Université Abdelmalek Essaâdi, École Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG), à Tanger, sous l'égide de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique). Cet événement a réuni diverses personnalités, notamment : les représentants des États et des gouvernements nationaux, des organisations internationales, des associations nationales et régionales des collectivités territoriales et leurs représentant(e)s (président(e)s, élu(e)s locaux, fonctionnaires, managers et employés des services publics), les instituts d'ancrage d'ALGA de CGLU Afrique et ses partenaires, les bailleurs de fonds, ainsi que des représentants de la société civile, du secteur privé, des jeunes, des étudiants, des minorités et de la diaspora, ainsi que des universités, établissements de formation et centres de recherche.

Ce forum a permis un échange enrichissant entre les différentes parties prenantes impliquées dans le développement local et régional en Afrique.

II. Cérémonie d'Ouverture

Dr. Najat Zarrouk, Directrice du Développement de la Gestion des Connaissances et de l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales de CGLU Afrique, Membre du Comité des Experts de l'Administration Publique de l'ONU et Présidente de l'Association Internationale des Écoles et Instituts d'Administration (IASIA), a ouvert le Forum Africain des Gestionnaires Territoriaux et des Instituts de Formation en souhaitant la bienvenue aux participants venus de plus de 25 pays. Elle a exprimé sa gratitude envers les autorités locales, les universitaires et les instituts de formation présents.

Elle a souligné l'importance du forum, placé sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, en mettant en avant son rôle dans le développement de l'éducation en Afrique pour faire face aux défis du XXI^e siècle. Elle a insisté sur les objectifs majeurs de l'événement : promouvoir la paix, les droits de l'homme et le développement durable, tout en renforçant le rôle des collectivités territoriales dans ces enjeux. Enfin, elle a remercié les participants pour leur engagement et a salué la diversité des contributions qui enrichiront les échanges tout au long du forum.

Prof. Bouchta El Mounni, Président de l'Université Abdelmalek Essaâdi, Maroc, a rappelé que l'événement, organisé sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, marquait la 8^e édition du Forum Africain des Managers Territoriaux et des Instituts de Formation, avec pour thème "Éduquer une Afrique adaptée au XXI^e siècle, rôle et responsabilité des collectivités territoriales". Il a souligné l'importance de l'éducation comme levier de développement humain et de cohésion sociale, en phase avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU. Le forum met également en avant la coopération Sud-Sud, essentielle pour le partage de ressources et d'expériences, et le rôle central des collectivités territoriales dans l'éducation et le développement local. L'événement insiste sur la nécessité d'adapter les systèmes éducatifs aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle. Le message de Sa Majesté rappelle que l'enseignement est essentiel pour le développement du capital humain. Les participants, composés d'experts et de décideurs, sont invités à apporter des contributions variées et enrichissantes, avec des remerciements spéciaux aux organisateurs.

Mme Nouffisa Allaoui, représentante de M. Mounir Laymouri, Président du Conseil Communal de la ville de Tanger, Président de l'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux (AMPACC), et Membre du Comité Exécutif de CGLU Afrique, a exprimé sa gratitude aux organisateurs pour avoir choisi ce sujet important. Elle a souligné la nécessité de fournir le budget nécessaire pour réussir la transformation numérique de l'éducation, car cela est essentiel pour contribuer à la construction des sociétés et mobiliser les forces politiques et actives afin d'atteindre les objectifs de développement.

Monsieur Juzang Zhu, Directeur des Instituts Publics et de la Gouvernance Numérique au Département des Affaires Économiques et Sociales de l'Organisation des Nations Unies (DIPGD/UN-DESA, New York), a présenté un message vidéo. M. Zhu a exprimé sa gratitude envers Dr. Najat Zarrouk pour son leadership et sa collaboration avec l'UNDESA. Il a souligné que les gouvernements, en particulier en Afrique, sont confrontés à des défis complexes tels que le changement climatique, la pauvreté et les avancées technologiques. Pour y répondre, il est nécessaire de développer les compétences des fonctionnaires publics dans des domaines clés comme la gestion des données, l'innovation et la stratégie. Il a proposé plusieurs mesures pour améliorer la formation des fonctionnaires, telles que valoriser la fonction publique, mettre en place des programmes de leadership, investir dans la formation continue, et promouvoir la collaboration entre gouvernements, entreprises et universités. Il espère que ces propositions enrichiront les débats et souhaite des délibérations fructueuses.

M. Brigo, représentant de M. Oscar Kombila, Président du Conseil d'Administration de l'ONG Echos Communication, Belgique, a pris la parole. Lors du 8^e Forum Africain des Managers Territoriaux, il a présenté l'engagement de l'organisation pour une éducation inclusive et durable en Afrique. Le thème du forum, "Éduquer une Afrique adaptée au XXI^e siècle", a mis en lumière l'importance de l'éducation pour le développement local. Echos Communication, active depuis 1990 en Belgique, au Maroc et au Sénégal, œuvre sur six axes majeurs : démocratie locale, renforcement des capacités des vulnérables, structuration de la société civile, promotion du dialogue, soutien aux politiques inclusives et débats sur les relations internationales.

L'ONG soutient l'appel de l'Union Africaine pour déclarer 2024 "Année de l'éducation", affirmant que l'éducation est essentielle pour lutter contre la pauvreté, promouvoir la paix et préserver l'environnement. Ils organiseront un atelier sur les partenariats pour le développement durable, soulignant leur volonté de collaborer pour une Afrique éduquée et résiliente.

Madame Zarrouk a présenté les excuses de M. Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire général de CGLU Afrique, qui ne pouvait être présent car il était en mission au Cameroun. Il l'a chargée d'annoncer son allocution. M. Jean-Pierre Elong Mbassi a inauguré la 8^e édition du Forum Africain des Managers Territoriaux et des Instituts de Formation (FAMI) en remerciant chaleureusement Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour Son Haut Patronage, ainsi que tous les partenaires ayant contribué à la tenue de cet événement. Il a mis en avant le thème central du forum, "Éduquer une Afrique adaptée au 21^e siècle : Rôles et responsabilités des collectivités territoriales", en lien avec la vision de l'Union Africaine pour 2024. Ce thème souligne les défis liés à l'éducation, à la transition numérique, à l'urbanisation et à l'intégration des jeunes dans un marché du travail en pleine mutation. M. Elong Mbassi a rappelé l'importance pour les gouvernements locaux d'investir dans la transformation digitale, indispensable pour leur modernisation et leur efficacité. Il a aussi insisté sur la nécessité de former des talents dans le domaine numérique et de considérer le digital comme un levier de création d'emplois pour les jeunes, qui représentent une majorité de la population africaine. Enfin, il a appelé les participants à développer des approches innovantes et concrètes pour engager leurs collectivités dans cette transformation, tout en renforçant les valeurs de solidarité, de citoyenneté et de développement inclusif. Il a souhaité des travaux fructueux aux participants et a réitéré son engagement à faire du FAMI un moteur de changement pour l'Afrique du XXI^e siècle.

- Vidéo sur le FAMI d'ALGA de CGLU Afrique ;
- Vidéo sur l'Université Abdelmalek Essaâdi.

LES TRAVAUX PROPREMENT DITS

Les travaux se sont déroulés en session plénière et en ateliers :

Session Plénière : « Pourquoi l'Éducation est Centrale pour le Monde de l'Afrique que Nous Voulons »

Le PANEL :

1. Les Représentants des Collectivités Territoriales Africaines :

Monsieur Samuel Oe-AMsebm, président de l'Association des Autorités Locales de Namibie (ALAN), a abordé divers aspects de l'éducation en Namibie, en mettant particulièrement l'accent sur les défis et les opportunités du secteur face aux exigences du XXI^e siècle. Il a souligné l'importance d'une collaboration étroite entre les gouvernements locaux, régionaux, le secteur privé et les ONG pour améliorer l'accès à une éducation de qualité pour tous. Les principaux enjeux incluent l'amélioration des infrastructures éducatives, particulièrement dans les zones rurales, et la mise en place de politiques inclusives pour garantir l'accès à l'éducation pour tous les enfants, y compris ceux en situation de handicap. Il a également insisté sur la nécessité d'impliquer les parents et les élèves dans les processus décisionnels,

soulignant l'importance de la formation professionnelle pour doter les étudiants de compétences pratiques adaptées aux besoins du marché du travail.

Le discours de M. Oe-AMsebm présente une vue d'ensemble du paysage éducatif en Namibie, détaillant à la fois les progrès réalisés, comme le développement des infrastructures éducatives et la promotion de l'éducation inclusive, ainsi que les défis persistants. Malgré les difficultés, des avancées significatives ont été faites, notamment dans la collaboration entre les différents acteurs de l'éducation et l'intégration de solutions innovantes. Le gouvernement, en partenariat avec le secteur privé et les ONG, met en place des projets régionaux pour attirer des investisseurs et améliorer les conditions de vie et d'apprentissage. L'éducation primaire gratuite et le soutien aux élèves défavorisés figurent parmi les priorités. Le secteur privé et les écoles privées jouent également un rôle clé avec des initiatives telles que l'intégration de la technologie, l'innovation pédagogique et l'éducation religieuse pour renforcer l'éducation de qualité.

Enfin, la participation active des élèves et des parents dans la gestion des écoles est soulignée comme essentielle pour l'amélioration continue du système éducatif.

Monsieur Morshid Hashi Ngeze, Président de l'Association des Autorités Locales de Tanzanie (ALAT), a présenté les stratégies mises en place pour renforcer l'efficacité de l'éducation en Tanzanie et a détaillé les progrès réalisés. Il a expliqué que le pays dispose de 104 conseils locaux, notamment des conseils de districts, de villes et de municipalités, dirigés par des maires et des directeurs. Il a souligné les améliorations apportées aux infrastructures scolaires, avec des projets visant à rénover les anciennes écoles et à construire de nouvelles écoles secondaires, en particulier pour les filles.

Une politique éducative lancée en 2017 a joué un rôle clé dans ces avancées. La Tanzanie a également intégré la technologie dans l'éducation, avec des programmes de formation pour les enseignants afin qu'ils maîtrisent les outils informatiques et enseignent les TIC aux élèves. Pour surmonter les défis d'accessibilité, une politique vise à limiter la distance entre le domicile des élèves et l'école à 8 kilomètres. Le pays a également mis en place un programme de repas scolaires pour améliorer la nutrition des élèves, essentielle à leur apprentissage. Enfin, le gouvernement travaille à rendre chaque école secondaire moderne, avec des transports disponibles, en particulier pour les filles, afin de favoriser leur participation et leur réussite. Le discours a mis en exergue l'éducation comme moteur du développement et de la compétitivité, insistant sur la nécessité d'innover et d'améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement à tous les niveaux.

Monsieur André Meman Narcisse, Maire de la Commune de Bin-Houe de la Côte d'Ivoire a été représenté par un Délégué de la Commune: Le discours a mis en avant l'engagement fort du gouvernement ivoirien pour l'éducation, la qualifiant de priorité nationale, avec une part importante du budget allouée à ce secteur. Des efforts significatifs ont été faits pour garantir un accès universel à l'éducation, notamment à travers la construction d'écoles accessibles à tous, avec une distance maximale de 5 km entre les élèves et leur établissement. L'école est désormais obligatoire de 6 à 15 ans, et la décentralisation permet aux conseils locaux de soutenir l'éducation.

Parallèlement, des programmes ont été mis en place pour améliorer les infrastructures scolaires, surtout dans les zones rurales, et garantir la fourniture de repas dans certaines écoles. Le Programme National pour l'Amélioration des Apprentissages (PENAPAS) a été lancé pour renforcer la qualité de l'enseignement, en mettant particulièrement l'accent sur la formation des enseignants et les partenariats internationaux. Ce discours a ainsi souligné l'éducation comme un moteur clé du développement, insistant sur la nécessité d'innover et d'améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement à tous les niveaux.

Dr Fatna El Khiel a souligné l'importance de l'éducation pour la réussite individuelle et collective, en insistant sur la nécessité d'une formation continue adaptée aux évolutions sociales et technologiques. Elle a détaillé l'évolution du système éducatif marocain, qui a intégré des réformes pour répondre aux besoins des jeunes, avec une forte participation du secteur privé et une attention particulière à la formation professionnelle pour favoriser l'insertion des jeunes dans le marché du travail. Dr El Khiel a également abordé les défis de l'éducation en milieu rural, notamment l'amélioration des infrastructures et l'accès à l'éducation pour tous.

Elle a souligné l'importance de la santé et du bien-être des élèves, notant que l'éducation inclut également des soins médicaux et des programmes de vaccination. L'implication des parents, notamment des mères, est également essentielle pour la réussite des réformes éducatives. Enfin, elle a insisté sur la nécessité de valoriser les métiers manuels, afin que les jeunes puissent choisir fièrement des parcours professionnels diversifiés. L'éducation demeure un pilier fondamental pour le développement, et son adaptation aux réalités modernes est essentielle pour l'avenir des jeunes et de la société.

Discussions

Les discussions se sont concentrées sur divers aspects de l'éducation, de la formation professionnelle, et des défis rencontrés par les gouvernements pour améliorer l'accès à l'éducation, notamment en Afrique. Voici les points clés abordés :

1. **Formations et accompagnement des coopératives et femmes** : Un accent particulier a été mis sur la nécessité de former les coopératives, notamment les femmes, dans le domaine des nouvelles technologies et de l'e-commerce. Un accompagnement éducatif ciblé est jugé essentiel pour intégrer ces femmes dans l'ère numérique et leur offrir des opportunités économiques.
2. **Accessibilité à l'éducation** : Des questions ont été soulevées concernant les politiques d'accessibilité, en particulier la distance que les enfants doivent parcourir pour accéder à l'école. Les politiques gouvernementales visant à réduire ces distances ont également été débattues.
3. **Financement de l'éducation** : Les participants ont abordé la question du financement de l'éducation, notamment le niveau d'autonomie des gouvernements locaux dans la gestion des budgets éducatifs et la répartition des ressources entre les différents niveaux de gouvernement. Des questions ont aussi été posées sur la manière dont les ressources sont collectées, que ce soit localement ou centralement.

4. **Collaboration avec le secteur privé et les partenaires internationaux** : Il a été discuté de l'importance de la collaboration entre les gouvernements locaux, les partenaires internationaux et le secteur privé pour améliorer le système éducatif. Les participants ont posé la question de savoir comment ces collaborations pourraient révolutionner l'éducation et la rendre plus alignée avec les besoins du XXI^e siècle.
5. **Éducation civique et valeurs** : Un point important soulevé a été l'éventuelle inclusion des valeurs civiques dans l'éducation, telles que le respect des autres, l'inclusion et la citoyenneté. Il a été noté que l'éducation civique devrait être enseignée dès le plus jeune âge afin de construire une société plus respectueuse.
6. **Éducation informelle** : L'importance de l'éducation informelle a également été évoquée, notamment pour les compétences pratiques acquises en dehors du cadre formel de l'école, dans des domaines tels que la culture, la musique et les arts. Cette forme d'éducation est perçue comme complémentaire à l'éducation formelle et cruciale pour le développement personnel.
7. **Éducation des filles** : Enfin, la question de l'amélioration de l'accès à l'éducation pour les filles a été soulevée, avec des exemples spécifiques comme la situation en Sierra Leone, où des efforts sont déployés pour garantir l'accès des filles à l'éducation malgré les défis socio-économiques.

2. Les représentants de l'Ecosystème de la Décentralisation de l'Éducation et de la Formation :

Dr John Mary Kauzya, Professeur à l'Université de Stellenbosch, Afrique du Sud, Ouganda

M. Kauzya a souligné que l'éducation est un outil fondamental pour libérer l'esprit, stimuler la créativité et favoriser le respect de soi, constituant ainsi la base de la prospérité et des opportunités pour chaque individu dans une société progressiste. Cependant, il a précisé que, malgré son importance, l'éducation n'est pas encore universelle, même dans des pays comme l'Ouganda, où l'éducation primaire et secondaire devrait théoriquement être accessible à tous. Il a évoqué plusieurs défis majeurs, tels que la limitation de l'éducation à l'école formelle, le manque d'éducation axée sur les valeurs, la mauvaise gestion et la corruption dans les institutions éducatives, ainsi que la priorité donnée à la quantité plutôt qu'à la qualité de l'éducation. Enfin, il a mentionné que de nombreux systèmes éducatifs continuent de reproduire des modèles étrangers sans tenir compte des besoins locaux, avec les meilleurs étudiants partant souvent étudier à l'étranger.

Dr Coffi Dieudonné Assouvi, Directeur général du CAFRAD, a exprimé sa gratitude envers Sa Majesté le Roi Mohammed VI et les Gouvernements des États membres du CAFRAD pour leur confiance. Il a également remercié Dr Najat Zarrouk pour son engagement à développer un partenariat stratégique entre le CAFRAD et CGLU Afrique, tout en saluant l'accueil chaleureux du Royaume du Maroc.

Élu en juillet 2024, le Directeur général a présenté sa vision de transformation de l'Afrique et de ses administrations publiques et privées pour améliorer le bien-être des citoyens. Il a évoqué deux constats majeurs : la destruction d'un

peuple passe par l'effondrement de son système éducatif et la manipulation de l'information, tandis qu'un peuple peut également se détruire par la négligence de son système éducatif, un investissement insuffisant dans l'éducation et la formation des cadres.

Il a salué les pays africains qui priorisent l'éducation et investissent massivement dans ce domaine essentiel, en soulignant l'importance des "compétences intelligentes" qui vont au-delà des compétences techniques pour inclure des valeurs humaines. Le Directeur général a également présenté le CAFRAD, fondé en 1964 pour la modernisation des administrations africaines. Le CAFRAD, avec 40 pays membres, est la deuxième organisation panafricaine après l'Union africaine. Il mène des activités telles que la formation, la recherche scientifique, le *benchmarking*, et le conseil pour accompagner les réformes administratives et les politiques publiques.

Sous sa direction depuis juillet 2024, le CAFRAD met l'accent sur la transformation de la formation continue, cruciale pour faire face aux défis du développement africain. Il a exposé un projet sur le développement des compétences et des talents territoriaux, soulignant le rôle central des collectivités territoriales dans l'éducation, malgré le manque de moyens et une décentralisation éducative encore incomplète dans certains pays africains. En conclusion, il a appelé à repenser le système éducatif africain et à adopter de nouveaux modèles éducatifs, axés sur la compétence humaine, le leadership transformationnel et l'intelligence collective, afin de construire une Afrique prospère et unifiée au XXI^e siècle. Il a souligné que, bien que les défis soient complexes, un engagement collectif est crucial pour bâtir un avenir meilleur pour l'Afrique.

M. Lucas Raphela, Directeur des Compétences Fonctionnelles à l'École Nationale du Gouvernement, Afrique du Sud : il a abordé les défis actuels du secteur de l'éducation en Afrique, soulignant la nécessité de rendre le contenu éducatif pertinent et agile face aux évolutions technologiques, notamment la 4^e révolution industrielle et l'innovation perturbatrice. Il a également évoqué l'importance des partenariats public-privé et de l'éducation sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques des secteurs. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, il a identifié plusieurs acteurs clés, dont les institutions académiques, les organismes de qualité, et les autorités de formation sectorielles. Le rôle du gouvernement local dans l'éducation a été mis en avant, notamment en matière de professionnalisation des services, de collaboration avec le secteur privé, et de gestion des connaissances. Parmi les bonnes pratiques, il a cité le soutien au renforcement des capacités en gestion de la chaîne d'approvisionnement à la Ville du Cap, la formation de formateurs pour l'intégration des conseillers, et la fourniture conjointe de formations avec les institutions d'enseignement.

Il a souligné que l'éducation est un pilier crucial pour le développement des nations, étant essentielle à la productivité du capital humain et à l'amélioration de la qualité de vie. Cependant, en Afrique, elle souffre de nombreux défis, notamment la mauvaise qualité, la pertinence limitée, le manque d'équité et l'accès restreint à tous les niveaux. Ces problèmes sont largement dus à l'insuffisance des ressources, telles que des enseignants bien formés et motivés, des infrastructures adaptées, ainsi que des équipements et des matériaux pédagogiques suffisants.

Les défis principaux incluent des budgets insuffisants alloués à l'éducation, dus à des ressources limitées et à une gestion inefficace, ainsi qu'une mauvaise priorisation des besoins. Les acteurs clés dans ce domaine sont les fonctionnaires publics, les responsables élus et les parents. Les fonctionnaires gèrent les ressources et sont responsables de la reddition de comptes, tandis que les responsables élus doivent garantir que cette responsabilité soit effectivement appliquée.

Dans certains pays africains, comme l'Ouganda, la gestion de l'éducation de base et secondaire incombe aux gouvernements locaux. Il est donc crucial de renforcer les capacités des gestionnaires et des dirigeants à tous les niveaux afin d'assurer une gestion plus efficace des ressources limitées. Des institutions telles que les Instituts de gestion et des organisations comme l'AAPAM jouent un rôle clé dans ce processus.

Madame Mbang Ondo Hermine Salomé, épouse NnaEkono, Coordinatrice Nationale du Programme de Formation aux Métiers de la Ville (PNFMV), Cameroun

L'éducation est essentielle pour améliorer les compétences, renforcer la gouvernance locale, soutenir le développement durable et répondre aux défis du XXI^e siècle, notamment la transition numérique et la gestion des crises. En Afrique, et particulièrement au Cameroun, le secteur éducatif fait face à plusieurs défis, notamment l'accès limité à l'éducation, en particulier dans les zones rurales et en temps de crise, la qualité de l'enseignement affectée par des infrastructures insuffisantes et un manque de formation pour les enseignants, ainsi qu'un déficit de financement et de plans de formation structurés. Les principaux acteurs de l'éducation au Cameroun sont le gouvernement, les partenaires internationaux comme l'UNESCO et l'UNICEF, le secteur privé, les ONG, et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), qui jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des politiques locales. Les CTD doivent s'investir dans le financement des infrastructures scolaires, promouvoir l'inclusion, identifier les besoins en formation et collaborer avec les institutions éducatives. Afin de créer un environnement éducatif favorable, il est crucial de garantir l'accès universel, de former les enseignants et d'intégrer le numérique tout en considérant les enjeux environnementaux. Des initiatives comme le Programme National de Formation des Membres des CTD (PNFMV) et la sensibilisation sur les plans de formation annuels sont des bonnes pratiques pour améliorer le système éducatif local.

Prof. Dr. LATMANI Saida, Université Abdelmalek Essaadi, Maroc

Le secteur de l'éducation en Afrique fait face à plusieurs défis majeurs : la modernisation de l'enseignement pour répondre aux besoins actuels, la préservation de l'identité africaine tout en intégrant des approches éducatives mondiales, et la valorisation de l'héritage scientifique et culturel unique du continent. Il s'agit également de promouvoir une production authentiquement africaine pour renforcer l'autosuffisance et l'indépendance intellectuelle. Au Maroc, les ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale sont les principaux acteurs de la gestion de l'éducation. Les collectivités territoriales ont un rôle essentiel à jouer en adaptant les programmes éducatifs aux réalités locales, en tenant compte des spécificités culturelles et économiques. Pour faciliter l'éducation, une coordination collective entre tous les acteurs est nécessaire, avec une prise en compte de l'environnement socio-

économique et des besoins du marché du travail. Les programmes doivent également favoriser le développement socio-culturel et intégrer les principes démocratiques et de bonne gouvernance. Parmi les bonnes pratiques, on retrouve le volontariat et l'implication de la société civile pour soutenir l'éducation, ainsi que la vulgarisation du savoir, accessible à tous, garantissant une éducation inclusive.

Mauritanie

Lors de la 8^{ème} édition de FAMI, le représentant de la région de Nouakchott a présenté l'organisation des collectivités territoriales en Mauritanie, mettant en lumière leur rôle essentiel dans le développement local, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle. Ces collectivités, qui gèrent les infrastructures scolaires, soutiennent l'éducation des filles et des groupes vulnérables, et favorisent l'entrepreneuriat local, font face à des défis importants, tels que le manque de ressources, des difficultés de coordination et une faible mobilisation citoyenne. Des solutions proposées incluent le renforcement des capacités locales, l'accélération de la décentralisation et le développement de partenariats pour améliorer la participation citoyenne. La région de Nouakchott a déjà réalisé des projets significatifs, comme la réhabilitation d'écoles et la mise en place de programmes de formation pour soutenir l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes. La présentation a souligné que, pour maximiser l'impact des collectivités territoriales, il est crucial de renforcer leurs capacités et de poursuivre les efforts en matière de décentralisation, tout en adaptant la gouvernance aux défis démographiques, sociaux et environnementaux actuels.

Atelier N°1 : Développement des Capacités sur : "Le Futur de la Gouvernance et les Nouvelles Mentalités, Connaissances et Compétences Adaptées au 21^e Siècle"

Organisé par la Direction des Institutions Publiques et de la Gouvernance Numérique du Département des Nations Unies pour les Affaires Économiques et Sociales (UNDESA/DPIDG), New York

I. Présentations :

Dr Adriana Alberti, Cheffe, PMCDU, DPIDG, UNDESA a abordé les principaux défis mondiaux actuels, notamment les tendances démographiques (excédent de jeunes dans certaines régions, vieillissement dans d'autres), l'impact de la mondialisation et de la relocalisation des chaînes d'approvisionnement, ainsi que les crises sanitaires comme la COVID-19. Elle a souligné les défis économiques, tels que la croissance, la migration, la productivité et la pression sur les gouvernements et les secteurs privés pour répondre à ces enjeux.

Elle a également parlé des transformations économiques et technologiques, notamment la quatrième révolution industrielle et l'émergence de l'intelligence artificielle. En matière environnementale, elle a souligné la fréquence croissante des événements climatiques extrêmes et la dégradation des ressources naturelles, tout en notant que de nombreux pays se tournent vers des technologies plus écologiques.

Adriana a ensuite présenté quatre recommandations pour faire face à ces défis:

1. **Changer de mentalité** : Passer d'une vision à court terme à une perspective à long terme pour assurer un avenir durable.
2. **Raviver les valeurs de solidarité** : S'éloigner de l'individualisme excessif pour promouvoir des valeurs sociétales fondées sur la solidarité.
3. **Repensée des systèmes de gouvernance** : Réaliser un nouveau contrat social qui inclut tout le monde pour un avenir meilleur.
4. **Utilisation de la prospective stratégique** : Engager une réflexion collective sur l'avenir pour orienter la gouvernance.

Elle a conclu en soulignant la nécessité d'une gouvernance efficace, responsable et inclusive pour relever les défis mondiaux et atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), tout en insistant sur l'importance de l'engagement collectif à tous les niveaux.

En somme, la présentation a été un appel à une action collective et une adaptation des politiques publiques face aux enjeux globaux complexes.

Dr Cristina Rodrigues-Acosta : cette présentation porte sur les outils et concepts utilisés par l'UNDESA pour soutenir le secteur public au niveau local, régional et national dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et dans la promotion d'une bonne gouvernance. L'UNDESA travaille avec des principes de gouvernance pour le développement durable, qui ont été approuvés par le Comité économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Ces principes sont divisés en trois grands domaines : l'efficacité, la responsabilité et l'inclusivité.

Efficacité : Les gouvernements doivent être compétents et mettre en place des politiques réfléchies et collaboratives avec les citoyens.

Responsabilité : Cela inclut la responsabilité, la transparence et le contrôle indépendant des actions gouvernementales.

Inclusivité : Ce domaine met l'accent sur l'importance de ne laisser personne de côté, de garantir la non-discrimination, d'encourager la participation, la subsidiarité (décentralisation), et de promouvoir l'équité intergénérationnelle. Ces principes, qui sont des lignes directrices pour améliorer la gouvernance, sont appliqués de manière flexible en fonction du contexte de chaque pays. L'UNDESA propose aussi des stratégies concrètes et des notes d'orientation pour aider à leur mise en œuvre. Ces ressources sont accessibles en ligne et peuvent être utilisées par les gouvernements pour renforcer leur gouvernance.

M. Younes Benmoumen, Économiste au Bureau du Coordinateur Résident des Nations Unies, Maroc, a présenté un exposé sur la décentralisation et le développement local au Maroc ;

1. Contexte historique de la décentralisation au Maroc :

- **Indépendance et décentralisation** : Depuis 1956, le Maroc a progressivement développé ses structures de collectivités territoriales, avec la création des communes en 1959.
- **Évolution des collectivités** : L'évolution a mené à la création des régions dans les années 90, et une décentralisation progressive des pouvoirs vers ces différentes structures.
- **Changement de tutelle administrative** : Post-réforme constitutionnelle de 2011 et lois organiques de 2015, le Maroc a opéré

un passage d'un contrôle administratif préalable à un contrôle a posteriori des actes administratifs.

2. Structure des collectivités territoriales :

- **Trois niveaux de collectivités :**
 - *Régions* : 12 conseils régionaux (678 membres)
 - *Provinces et Préfectures* : 62 conseils provinciaux et 13 préfectoraux
 - *Communes* : 1 503 communes avec 30 663 conseillers élus
- **Modes de scrutin :**
 - *Conseillers communaux* : scrutin direct.
 - *Conseillers provinciaux/préfectoraux* : scrutin indirect.
 - *Conseillers régionaux* : scrutin direct.

3. Compétences des collectivités :

- **Compétences propres** : Distribution d'électricité, transport public, etc.
- **Compétences partagées** : Avec l'État ou d'autres collectivités, telles que la promotion de l'emploi.
- **Compétences transférées** : Autres domaines auparavant gérés par l'État, comme la gestion des ressources naturelles.

4. Objectifs de Développement Durable (ODD) et collectivités territoriales:

Les collectivités territoriales jouent un rôle fondamental dans la réalisation des ODD à travers des actions locales ciblées. La théorie du changement permet de relier les ressources et les activités des collectivités à des résultats mesurables pour la population.

5. Soutien des Nations Unies au Maroc :

Dans le cadre de leur **Cadre de Coopération pour le Développement Durable (2019-2023)**, les Nations Unies œuvrent pour :

- Renforcer la coordination et le suivi-évaluation aux niveaux national et régional.
- Améliorer les capacités des acteurs locaux pour favoriser une régionalisation avancée.
- Promouvoir la gestion participative des ressources naturelles.

6. Défis et recommandations :

- **Contextualisation et priorisation** : L'adaptation des objectifs globaux aux réalités locales est cruciale.
- **Suivi et évaluation** : La nécessité de renforcer la culture du suivi-évaluation pour mesurer les progrès de manière plus précise.
- **Collaboration statistique** : Exploiter les données des institutions nationales pour améliorer la planification locale.

Ce discours a souligné l'évolution de la décentralisation au Maroc, l'importance des collectivités dans la réalisation des ODD, et le rôle des Nations Unies dans l'accompagnement de ces processus.

Mme Marielle Sander, Cheffe de Bureau au PNUD Maroc, a évoqué l'importance des données dans le développement des politiques publiques. Elle a expliqué que la collecte de données ne suffisait pas ; leur utilisation stratégique est essentielle pour renforcer les capacités locales et garantir des actions alignées avec les objectifs de développement nationaux. Le système

marocain de collecte de données, mis en place en 2024, est un exemple de cette démarche.

Mme Rania Kebaili, Responsable du Programme de Planification et de Ludgétisation Locale Sensible au Genre, ONU Femme, Maroc : elle est intervenue pour partager l'expérience d'accompagnement du ministère de l'Intérieur du Maroc dans l'institutionnalisation de l'égalité homme-femme dans les affaires territoriales, en mettant particulièrement l'accent sur une approche locale sensible au genre. Grâce aux lois organiques de 2015, les compétences des collectivités territoriales ont été élargies, avec des mesures concrètes visant à promouvoir l'égalité. Parmi ces mesures figurent la création d'instances consultatives sur l'égalité et la promotion du genre. Ces lois ont également permis d'intégrer les considérations de genre dans la planification territoriale, en imposant des indicateurs spécifiques pour mesurer les résultats.

Dans ce cadre, des efforts considérables ont été déployés pour renforcer les capacités de plus de 4 500 femmes élues et fonctionnaires, ainsi que de 400 élus et cadres territoriaux à travers tout le Maroc. Plusieurs outils ont été développés, tels qu'un guide de planification locale sensible au genre et la mise en place d'une nouvelle filière de formation. Ces initiatives ont facilité l'opérationnalisation d'instances de l'égalité dans plus de 300 communes, et continuent de se développer grâce à des formations spécialisées et à une analyse approfondie des obstacles à surmonter pour assurer leur succès.

M. Bachir Mokran, Chef d'équipe Gouvernance Locale et Développement Local au PNUD Maroc, a discuté du concept de territoire, qui doit être abordé comme un espace complexe et intégré. Il a insisté sur l'importance de la gouvernance adaptative, de la formation, et de la synergie entre les acteurs publics et privés. La régionalisation avancée a un rôle clé dans ce processus, en favorisant la participation citoyenne et l'inclusion sociale.

Discussion :

La discussion a abordé plusieurs enjeux liés à la gouvernance locale et à la décentralisation :

1. **Réalisme des collectivités territoriales et gouvernance** : La différence entre les réalités locales et les politiques de l'État a été mise en lumière, avec des actions menées au niveau local parfois non intégrées dans les politiques nationales.
2. **Le système des Nations Unies au Maroc** : Un système efficace qui facilite l'intégration des projets des Nations Unies à l'échelle locale a été souligné.
3. **Renforcement des capacités des élus et des cadres locaux** : L'importance de former les élus et les cadres locaux, en particulier en matière d'innovation, a été soulignée.
4. **Décentralisation et soutien des collectivités locales** : Le besoin d'un soutien plus fort pour renforcer les capacités locales et faire face aux défis mondiaux a été évoqué, notamment dans les domaines du changement climatique et de l'emploi.
5. **Contexte local et défis liés aux capacités** : La question de la capacité des territoires, notamment en Afrique, à répondre aux problématiques mondiales a été posée, en particulier en matière de gestion des ressources locales et de réponse aux défis climatiques.

6. Problématiques liées à l'emploi et aux budgets locaux : L'importance de lier les grands enjeux de développement aux capacités locales, en particulier à travers une gestion rigoureuse des budgets locaux, a été mise en avant.

M. Mohammadali Xudaverdyev, Directeur Général des Affaires Internationales à l'Agence d'État pour le Service Public et les Innovations Sociales d'Azerbaïdjan, a souligné l'importance d'un changement de mentalité pour promouvoir les Centres de services ASAN, sous le patronage du Président de la République. Il a insisté sur l'objectif principal de garantir la transparence des droits des citoyens. Parmi les initiatives phares, la Banque d'Idées permet de recueillir les propositions des citoyens pour améliorer les services. M. Xudaverdyev a précisé qu'il y a 12 ans, seuls 20 services étaient proposés, tandis qu'aujourd'hui, ce chiffre atteint 400, couvrant toutes les étapes de la vie. Par exemple, un permis de conduire peut désormais être obtenu en 5 à 6 minutes, une carte électronique en une journée, un passeport rapidement, et la création d'une entreprise en seulement 20 minutes.

L'intégration d'outils de Business Intelligence (BI) et d'intelligence artificielle (IA) dans les centres ASAN permet d'optimiser les services et de garantir la satisfaction des citoyens. En plus des services publics, ASAN soutient l'innovation en investissant dans des start-ups pour faciliter leur accès aux marchés internationaux.

La présence internationale des centres ASAN s'étend désormais à plus de 20 pays, dont l'Ouganda et le Rwanda, où des centres sont opérationnels. ASAN s'engage activement dans la réalisation de l'ODD 17, collaborant étroitement avec les nations africaines.

Dr. Gorqn Pastrovic, Responsable de la Gestion de la Qualité et de la Numérisation à l'Intérieur en Serbie, a partagé son expérience de 10 ans dans l'administration publique et l'importance de la coopération multisectorielle pour favoriser la transformation numérique. Il a mis en avant l'importance d'une approche "*human-in-the-loop*" dans l'intégration de l'IA, afin de s'assurer que la technologie profite à l'humanité tout en maintenant un équilibre avec l'intelligence humaine. Dr. Pastrovic a souligné la nécessité d'une transformation numérique éthique et inclusive, en évoquant des concepts comme la révolution post-industrielle et l'*AI Act* de l'Union européenne. L'objectif est d'accélérer la transformation numérique tout en respectant les principes éthiques et en garantissant une coopération équitable entre l'homme, l'IA et le numérique.

M. Deniz Susar, responsable de la Gouvernance et de l'Administration Publique au DGB DPIDG UNDESA, a présenté les pratiques innovantes pour le gouvernement numérique au niveau local. Il a mis en avant l'initiative de l'ONU sur l'e-gouvernement, notamment la base de connaissances permettant d'évaluer les performances des pays, y compris le Maroc. Cette évaluation repose sur trois critères : les services en ligne, l'infrastructure de télécommunications et le capital humain. Bien que le Maroc affiche des progrès dans certains domaines, des améliorations sont nécessaires, notamment en matière de participation électronique et de fourniture de services.

Il a également présenté la méthodologie de l'Indice des services en ligne locaux, qui évalue les portails des villes les plus peuplées. Casablanca en est un exemple, où certains aspects sont bien notés, mais des efforts sont encore nécessaires pour améliorer d'autres domaines. L'ONU propose des partenariats pour appliquer cette méthodologie dans plusieurs villes du monde, en particulier en Afrique, où les grandes villes montrent de meilleures performances, bien que des améliorations demeurent essentielles, notamment dans les villes africaines plus petites.

Mme Nagham El Hjoussamy, Directrice Associée pour la Recherche au Moyen-Orient et en Afrique au Centre "*Access to Knowledge for Development*" (A2K4D), a souligné l'importance de la décentralisation en Afrique pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), en mettant particulièrement l'accent sur l'engagement local. Elle a abordé les défis rencontrés, notamment la difficulté des maires du Cameroun à intégrer les ONG dans la planification budgétaire, et a proposé des formations pour faciliter cette intégration. Le renforcement des capacités administratives s'avère crucial, surtout pour améliorer les compétences des conseillers locaux et des fonctionnaires, face à des problèmes comme le transfert de personnel. L'inclusion de la jeunesse et l'égalité de genre figurent parmi les priorités, avec un encouragement à l'engagement des jeunes via les réseaux sociaux. La coordination des indicateurs ODD demeure un défi, nécessitant une meilleure synchronisation entre l'aide internationale et les besoins locaux. Des formations adaptées aux contextes locaux, un cadre juridique solide pour la décentralisation au Maroc, et des partenariats directs entre les collectivités locales et les bailleurs de fonds sont essentiels pour une décentralisation efficace. Enfin, Mme El Houssamy a insisté sur la nécessité d'un changement culturel dans la gouvernance et d'une planification inclusive des ODD, en favorisant des financements directs pour les collectivités locales.

Première session des travaux des groupes

GROUPE 1 / Thème : GOUVERNANCE NUMÉRIQUE

Membres du groupe : Représentants de la Sierra Leone, de la Tanzanie, de l'Eswatini et du Nigeria. Les valeurs fondamentales mises en avant sont l'innovation, l'efficacité, l'inclusion, la responsabilité et la collaboration entre les différents acteurs de la gouvernance.

Éléments d'un plan d'action :

- **Efficacité accrue**
 - Digitalisation des services permettant des transactions à domicile.
 - Réduction des coûts pour les autorités locales.
- **Promotion de l'exclusivité**
 - Accès aux services électroniques pour tous, y compris les personnes âgées et les groupes marginalisés.
- **Réduction de la bureaucratie**
 - Processus numériques favorisant la transparence et la responsabilité.
 - Délai de traitement des applications clairement défini.
- **Décisions basées sur les données**
 - Utilisation de données issues de sondages pour informer les décisions.
 - Minimisation de la corruption grâce à un système basé sur des enregistrements numériques.

Comportements nécessaires : Pour réussir la transformation numérique, le groupe souligne l'importance de plusieurs comportements :

- Volonté politique.
- Travail d'équipe entre les départements.
- Engagement proactif des parties prenantes avant le déploiement des systèmes.
- Apprentissage continu, avec des formations régulières.

Défis rencontrés : Le groupe identifie plusieurs défis majeurs dans la mise en place de la gouvernance numérique :

- Résistance au changement.
- Manque d'éducation, notamment la nécessité d'adapter les systèmes aux besoins locaux.
- Financement insuffisant, avec un besoin urgent d'infrastructures ICT et de formation pour les utilisateurs.
- Barrières réglementaires et légales.
- Interférences politiques, notamment pour obtenir les approbations nécessaires aux changements institutionnels.

GROUPE 2 / Thème : INNOVATION

Membres du groupe : Représentants du Sénégal, des Comores, du Cameroun et du CAFRAD.

Mentalité axée sur l'innovation et l'expérimentation :

1. **Nécessité d'une mentalité innovante**
 - Contexte de mondialisation.
 - Inclusion des groupes vulnérables dans la gouvernance.
 - Adaptation des services publics aux besoins des citoyens.
2. **Valeurs fondamentales**
 - Importance de l'équité et de la justice sociale.
 - Créativité et curiosité, particulièrement chez les jeunes.
 - Besoin d'un nouveau langage pour impliquer les jeunes.
3. **Croyances et attitudes**
 - Renforcement de la confiance en soi.
 - Influence des cultures et religions sur les croyances.
 - Importance de l'ouverture et de la collaboration pour l'innovation.
 - Vision et anticipation des leaders et citoyens.
4. **Comportements collaboratifs**
 - Nécessité d'assiduité et de respect.
 - Importance de l'intégrité dans les processus d'innovation.
 - Agilité et audace comme comportements à promouvoir.

Défis à surmonter :

- Peur de l'échec : encourager une culture où l'échec est perçu comme une opportunité d'apprentissage.
- Résistance au changement : nécessité d'accepter les innovations au sein des institutions.
- Manque de formation : importance de former les individus aux nouveaux comportements.

Opportunités d'innovation :

- Organisation d'événements et de conférences pour stimuler la créativité.
- Collaboration avec les universités pour la recherche et l'innovation.

- Mise en place de programmes de formation ciblant les aptitudes et comportements nécessaires.

Résultats attendus :

- Création d'une culture d'innovation.
- Renforcement de la résilience organisationnelle face aux défis contemporains.
- Amélioration de l'adaptabilité et de la flexibilité au sein des organisations.

GROUPE 3 / Thème : MINDSET

Discussion divisée en quatre parties :

- **Mentalité** : Efficacité, responsabilité publique et confiance envers les gouvernements.
- **Valeurs** : Importance de la prise de décision basée sur les données.
- **Croyances** : Basées sur des faits et des preuves.
- **Comportements** : Expérience des règles de la société et du gouvernement, et importance de l'équité et de l'inclusivité.

Opportunités derrière une mentalité basée sur les preuves :

- Collaboration locale, nationale et régionale, ainsi que coopération transfrontalière.
- Gestion des données et cycle de vie des données.

Importance de la collecte de données :

- Nécessité de systèmes de suivi et d'évaluation basés sur des données probantes.

GROUPE 4 / Thème : COMPÉTENCE NUMÉRIQUE

Membres du groupe : Représentants de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et de la RDC.

1. Éléments justifiant l'engagement :

- Traitement rapide des données.
- Amélioration de la qualité des services publics.
- Sécurisation des données (ex. : processus de recrutement).
- Archivage numérique vs archivage physique.
- Augmentation du rendement et de la productivité.

2. Valeurs pour l'innovation :

- Transparence : Accès partagé aux données.
- Fiabilité : Confiance et validation des actions.
- Efficacité : Optimisation des services.
- Créativité : Ouverture à de nouvelles idées.
- Compétitivité : Volonté de s'améliorer constamment.

3. Croyances fondamentales :

- Équité : Services accessibles à tous sans discrimination.
- Confiance : Confiance en soi et envers les autres pour le partage des données.

4. Attitudes requises pour les leaders :

- Agilité et disponibilité pour s'adapter aux changements.
- Réceptivité aux nouvelles idées.
- Ouverture d'esprit pour l'innovation.
- Esprit d'initiative et goût du risque.
- Pensée critique et esprit réformateur.

5. **Compétences des leaders :**

- Leadership transformationnel et visionnaire.
- Mentalité collaborative pour l'échange d'idées.

6. **Défis à surmonter :**

- Crainte du changement et de l'inconnu.
- Coût de la digitalisation.
- Peur de l'échec.
- Ignorance ou faible connaissance du numérique.

Deuxième session des travaux des groupes

LES ACTIONS :

- **Sensibilisation et campagnes de communication** : Utilisation de toutes les plateformes médiatiques et organisation de forums pour sensibiliser le public.
- **Sessions de prêt entre pairs** : Exposer les personnes concernées aux lieux pratiquant des idées innovantes.
- **Problèmes bureaucratiques** : Discussion sur les structures bureaucratiques existantes qui entravent l'innovation.
- **Réorganisation des statuts** : Révision des lois et règlements contribuant à la bureaucratie négative.
- **Formulation de lois adaptées** : Création de lois répondant aux besoins actuels de la société.
- **Structures de gouvernance centrées sur le peuple** : Importance de la gouvernance impliquant activement les citoyens.
- **Manque de leadership** : Identifier le manque de soutien des leaders et de volonté politique comme un défi majeur.
- **Renforcement des capacités** : Formation continue pour les dirigeants et les politiciens.
- **Systèmes de gestion de performance** : Mise en place de systèmes de gestion de performance et de récompenses pour encourager les leaders.
- **Engagements intra gouvernementaux** : Promouvoir des engagements continus entre les différentes branches du gouvernement.

Solutions en matière de prévoyance stratégique :

- **Institutionnaliser le changement** : Promouvoir l'innovation au sein des institutions et briser le pouvoir de la bureaucratie.
- **Cadres pour l'innovation** : Créer des cadres pour institutionnaliser l'innovation et identifier un champion au sein des institutions.
- **Alignement politique** : Identifier les priorités politiques et les aligner avec la prévoyance stratégique.

Engagement des leaders et des employés :

- **Confiance au sein de l'organisation** : Les leaders doivent rassurer les employés sur leurs craintes concernant la confiance.
- **Engagement des employés** : L'engagement des employés est crucial pour surmonter le manque de confiance et encourager l'adoption de nouvelles tendances.

- **Éducation et formation** : Identifier le manque d'éducation comme un obstacle au développement, et mettre en place des plans de formation et d'incitations pour la montée en compétences.

Financement et réformes :

- **Financement inadéquat** : Obtenir des subventions et impliquer le secteur privé pour financer la transition numérique.
- **Réformes politiques et juridiques** : Nécessité de réformer les politiques pour les rendre plus adaptables et inclusives.

Actions pour renforcer l'innovation :

- **Renforcement des capacités** : Organisation de sessions de formation pour les décideurs publics, citoyens, et acteurs de l'innovation.
- **Création d'une plateforme collaborative** : Identifier les problèmes de collaboration et favoriser la coopération entre districts, universités et acteurs de l'innovation.
- **Encouragement à la prise de risque** : Organisation d'une cérémonie annuelle pour récompenser les bonnes pratiques et encourager l'innovation.

CONCLUSION

Le Forum a constitué une plateforme stratégique pour l'échange d'idées, de bonnes pratiques et d'expériences sur la manière d'adapter l'éducation aux défis du 21ème siècle en Afrique, en particulier dans le cadre des collectivités territoriales. Il a mis en lumière l'importance d'une coopération renforcée entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux pour construire des systèmes éducatifs plus inclusifs, durables et pertinents face aux évolutions sociétales et technologiques. L'engagement des différentes parties prenantes, y compris les institutions académiques, les collectivités locales, le secteur privé et la société civile, a permis de définir des priorités et des actions concrètes pour l'amélioration de la gestion territoriale et de l'éducation à travers le continent. Les échanges ont aussi souligné la nécessité de renforcer les capacités des managers territoriaux et des institutions de formation, pour qu'ils puissent répondre aux attentes et aux besoins de la population dans le cadre d'un développement local harmonieux. En somme, ce forum a ouvert des perspectives prometteuses pour une collaboration durable, en vue de garantir une éducation de qualité et adaptée aux défis futurs de l'Afrique.

NB : Le CAFRAD a participé aux travaux pendant trois (3) jours, du 9 au 11 décembre 2024 par le Directeur général a été appelé à d'autres missions à Rabat.

VIII. Rapport de la participation du CAFRAD aux travaux sur l'accélération de l'implémentation de la ZLECAf au nord et à l'ouest de l'Afrique via la transformation digitale et la diversification économique

Le Directeur général du CAFRAD, Dr. C. Dieudonné ASSOUVI, et la Responsable de la communication, Madame Basma BOUZIANI, ont participé aux travaux sur l'accélération de l'implémentation de la ZLECAf au nord et à l'ouest de l'Afrique via la transformation digitale et la diversification économique, organisés par l'ICSOE à Rabat, du 19 au 21 novembre 2024.

La trente-neuvième édition du comité intergouvernemental des hauts fonctionnaires et experts des régions nord et ouest de l'Afrique a été centrée autour de la question de l'accélération de l'implémentation de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine/ *African Continental Free Trade Area*) au nord et à l'Ouest de l'Afrique, à travers de la transformation digitale et la diversification économique au centre de la réflexion.

L'objectif de cette rencontre est de débattre sur des pistes de réflexion concernant les politiques publiques d'implémentation de la connectivité digitale, un des points de transition pour l'implémentation des Objectifs de Développement durable (ODD), qui sera un des moteurs principaux de l'accélération de l'implémentation de la ZLECAf.

Les débats ont également reconnu l'importance des problématiques actuelles en Afrique : dans les domaines de la santé, du développement social et économique, de la sécurité alimentaire, ou encore de l'instabilité géopolitique et le changement climatique.

La séance de clôture a été l'occasion de faire le point sur les éléments importants des travaux des plénières organisées. L'accent est mis sur trois mots : *People, Planet, Prosperity*, ou l'importance de soutenir l'évolution économique et sociale tout en protégeant la planète, les droits humains, l'équité, l'inclusion sociale et la solidarité intergénérationnel et intra-générationnelle. A parant du concept de « *one Health* », on a abouti à la nécessité de concilier l'économie et l'écologie. On parle notamment de concepts nouveaux tels que le « développement inclusif », où la société civile et le secteur privé doivent former un tout harmonieux pour s'assurer que toutes les parties prenantes participent au projet de développement. L'approche systémique, intégrée et holistique est aujourd'hui indispensable pour penser aux priorités du développement durable.

Un autre point important est celui de former les gouvernements des Etats à s'aligner aux six transitions clés, catalyseurs des ODD, et qui sont: les systèmes alimentaires, l'accès à l'énergie et son caractère abordable, la connectivité digitale, l'éducation, l'emploi et la protection sociale, et enfin le

changement climatique, la perte de la biodiversité et la pollution. Il n'y a pas de modèle unique pour implémenter ces transitions clés, il faudra donc personnaliser l'approche d'implémentation selon les pays avec une perspective partenariale multi-acteurs et multinationale. L'alignement des actions stratégiques sur les composantes des ODD permettra une meilleure mise en œuvre.

De plus, les experts conseillent les Etats africains de mettre en plan ou une politique globale de prévention pour se préparer aux chocs, d'apprendre la résilience, et de planifier les interventions économiques (la planification écologique), au vu des nombreux sujets d'insécurité géopolitique. Dans cette perspective, au-delà de se construire une résilience, les Etats africains sont appelés à réduire leur dépendance aux autres en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et penser à investir dans les secteurs clés, tels que l'agriculture, pour gagner l'autosuffisance. En investissant dans le développement durable, les Etats gagneront en résilience aux chocs exogènes. Les investissements porteurs de changements transformationnels sont importants aujourd'hui, et sont à prioriser pour les Etats. Ceux-ci peuvent utiliser les dettes, ou encore les économies de la diaspora pour investir dans le bien-être des citoyens. Dans ce sens, les pays sont appelés à développer des partenariats et à réduire les barrières tarifaires et non tarifaires ; faciliter l'accès au marché pour les investisseurs passe par l'élimination ou la réduction des barrières, ou encore le partage d'informations pour mobiliser les fonds d'investissements. L'information concerne notamment les chaînes de valeurs régionales les plus importantes (automobile, alimentation, produits pharmaceutiques...), sur lesquels les Etats peuvent construire leurs politiques publiques durables. Dans l'investissement, il est également important de penser à la diversification. L'exemple de quelques pays cités qui ont une croissance soutenue dans le secteur manufacturier, et qui ont diversifié leurs investissements dans les services liés à la finance, aux entreprises, à la digitalisation.

Par ailleurs, une bonne politique stratégique implique l'inclusion des petites et moyennes entreprises (PME), des femmes, des jeunes et de personnes à besoins spécifiques.

La question des investissements des pays du Golfe a également été évoquée: la mobilisation des fonds de cette région est d'autant plus facile que la proximité est déjà préétablie grâce à l'Afrique du Nord (Ligue arabe).

En définitive, les régions de l'ouest et du nord de l'Afrique sont affectées par des chocs synchroniques, dont les conflits géopolitiques et l'instabilité sociopolitique, l'insécurité sociale et alimentaire, ou encore le défi climatique et la pénurie d'eau ; ce qui freine grandement les projets de développement économique et social. De plus, l'insuffisance des ressources financières et la hausse de la dette publique empêchent l'implémentation de politiques intégrées ; ce qui signifie que le défi des Etats de ces deux (2) régions est de trouver des financements innovants pour adresser les défis complexes et interdépendants. Des pistes de réflexion telles que la mobilisation des ressources nationales, ou encore les investissements de la diaspora ont été explorées lors des travaux de la conférence.

Synthèse des débats

- Diversification l'économie est un enjeu majeur pour réduire la dépendance aux matières premières ;
- Importance de l'Inclusion des femmes et jeunes et de TPE, startups : politiques entrepreneuriat ;
- Renforcement des infrastructures : travailler sur la connectivité régionale ;
- Transformation numérique et digitale : moteur de la simplification, de transformation, et d'inclusion ;
- Opportunités inexploitées entre pays arabes et africaines : actions ciblées, investissements ciblés surtout au niveau des infrastructures ;
- Dimension genre et jeune sont transversales dans toutes les politiques ;
- Les politiques industrielles et politiques jeunes et interprétariat : politique de transformation numérique pour accélérer les chaînes de valeurs ;
- Innovation, recherche et développement ;
- Montée de la coopération entre secteurs ;
- Accompagnement des PME : politique + renforcer et systématiser l'accompagnement des PME des jeunes et des femmes ;
- Numérisation : *short-cuts* pour rattraper les points de croissance de manière très rapide ;
- Mise en place de chaînes de valeur régionales : intérêt qui s'inscrit (nord : mise en œuvre, e-mobilité, chaînes de valeur complémentaire, chaîne de valeur verte) dans tous les pays membres ;
- Approche : identifier les complémentarités pour travailler ensemble : gouvernance ensemble, appropriation par les pays et les acteurs ;
- Appropriation du secteur privé pour faire vivre les chaînes de valeur avant de les institutionnaliser.

IX. Participation du CAFRAD aux travaux du Dialogue Politique de haut niveau, organisé à Rabat (Royaume du Maroc), par le Bureau sous régional en Afrique du Nord de la Commission économique des Nations pour l'Afrique (CEA), sur les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique du Nord, les 21 et 22 octobre 2024 (Rabat)

Les 21 et 22 octobre 2024, le CAFRAD, représenté par son Directeur général, Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI et son assistante, a pris part aux travaux du Dialogue Politique de haut niveau, organisé à Rabat (Royaume du Maroc), par le Bureau sous régional en Afrique du Nord de la Commission économique des Nations pour l'Afrique (CEA), sur les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique du Nord. Cette importante rencontre a pour objectif de formuler des recommandations des politiques publiques visant à renforcer la résilience des PME, notamment celles dirigées par les femmes d'Afrique du Nord face aux chocs climatiques à toutes les mutations en cours, les implications de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Ont pris part cette importante réunion, les représentants des Ministères de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie en Afrique du Nord, des Organisations internationales de développement, des instituts financiers, et les dirigeants de PME et d'entreprises en Afrique du Nord, ainsi que des experts internationaux en politique de financement et de transformation numérique.

Recommandations des travaux du Dialogue Politique de haut niveau, organisé à Rabat (Royaume du Maroc), par le Bureau sous régional en Afrique du Nord de la Commission économique des Nations pour l'Afrique (CEA), sur les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique du Nord.

S'en est suivi une présentation des leçons tirées et des recommandations formulées lors des ateliers précédents organisés dans plusieurs pays au profit des PME dirigées par des femmes, dont voici la synthèse ;

Parmi les recommandations formulées :

- Diversification économique des activités des entreprises ;
- Développement des talents chez les jeunes ;
- Création des emplois ;
- Encouragement de l'inclusion féminine ;
- Renforcement des secteurs informels ;
- Développement d'une politique ciblée des PME dirigées par les femmes avec des cycles de vies business ;
- Encouragement de la technologie, du commerce et des outils digitaux ;
- Support du développement durable et des pratiques vertes pour promouvoir la résilience ;
- Investissement dans les pratiques innovantes et la technologie dans la région ;
- Création de formations vocationnelles aux PME et au *Skill development* ;
- Encouragement des PME vertes ;
- Développement de l'inclusion du genre dans les infrastructures PME ;
- Encouragement des formations sur le digital, l'e-commerce, et l'impact du changement climatique ;
- Renforcement des capacités des femmes dans le monde rural ;
- Encouragement des partenariats entre le secteur public et privé en tant que catalyseur de transformation ;
- Simplification des procédures administratives et fiscales ;
- Accès aux marchés → appui logistique + infrastructures + accompagnement personnalisé ;
- Elaborer une stratégie de renforcement du capital humain ;
- Assurer la formation continue + la formation des formateurs ;
- Facilitation de l'accès au financement pour promouvoir les femmes et les jeunes ;
- Accompagnement des chefs d'entreprises porteurs de projets...

X. Participation du Directeur Général du CAFRAD à la cérémonie de lancement officiel de la Stratégie nationale de Développement du Numérique « *Digital Morocco 2030* »

Le CAFRAD, représenté par le Directeur général, Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI, a assisté le mercredi 25 septembre 2024 à la cérémonie de lancement officiel de « *Digital Morocco 2030* », la Stratégie nationale de Développement du Numérique du Royaume du Maroc, à Rabat. Cet événement majeur s'inscrit dans la continuité de la Vision Royale de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, qui a placé la question du numérique au centre des priorités du Royaume.

La séance d'inauguration a débuté par une allocution via visioconférence du Chef du Gouvernement du Royaume, M. Aziz Akhannouch, suivi par la présentation de la Stratégie nationale « *Digital Morocco 2030* » par la Ministre Chargée de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration Mme Ghita Mezzour. Par la suite, une allocution a été donnée par le Président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, M. Chakib Alj.

La vision stratégique repose sur deux piliers : i) la digitalisation des services publics (e-gov) et ii) la promotion de l'économie numérique, orientés sur le citoyen-client et l'approche parcours. Cette approche permet une amélioration de la qualité des services publics destinés aux citoyens, la digitalisation ayant plusieurs avantages tels que le rapprochement de l'administration du citoyen, l'accès facile aux services, ou encore la réduction des délais de traitement des requêtes et des coûts.

De ce fait, la Stratégie visera notamment à améliorer l'indicateur « OSI » du classement EGDI des services publics en ligne. De 113^{ème} rang mondial et 14^{ème} en Afrique en 2022, le Royaume Chérifien passera au 50^{ème} rang mondial et 1^{er} en Afrique en 2030.

EGDI, ou encore « *E-Government Service Index* », est un indice créé par les Nations Unies pour représenter l'état de l'e-gouvernement des pays. Cette mesure est composée de trois éléments : OSI (*Online Service Index*), HCI (*Human Capital Index*), et TII (*Telecommunication Infrastructure Index*), et reflète le degré d'utilisation d'un pays des technologies d'information pour une aisance d'accès aux services à tous les citoyens.

Hors l'objectif de digitalisation des services publics, cette stratégie nationale a également pour objectif de dynamiser l'économie numérique, en matière de création de valeur et d'emploi, de contribution au PIB national, ou encore en production numérique.

Plusieurs accords de partenariat ont été signés lors de ce lancement officiel, entre le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration et des organismes publics et privés pour une mise en œuvre effective de cette Stratégie.

Rappelons qu'une Commission nationale du Développement du Numérique a été mise en place pour coordonner les interventions des différents acteurs.

Aussi, la Stratégie a identifié trois (3) catalyseurs, les talents digitaux, le *cloud* et la connectivité, qui conditionnent sa mise en œuvre efficiente.

La participation du nouveau Directeur général de l'Organisation intergouvernementale panafricaine à cet événement s'inscrit dans sa vision de transformation digitale des administrations publiques africaines dans l'intérêt des citoyens et des peuples africains.

Conclusion générale

La participation du CAFRAD à toutes ces activités a contribué au rayonnement, à la visibilité et à la notoriété de l'Organisation panafricaine. Les interventions et la prise de parole du Directeur général ont révélé la pertinence du CAFRAD dans l'architecture institutionnelle africaine et son rôle central, irremplaçable et incontournable dans le développement des compétences, des talents, la recherche & innovation, la réinvention et la modernisation des systèmes d'administration publique et de gouvernance en Afrique. Désormais, le CAFRAD s'est positionné comme centre leader en matière de transformation globale et systémique de l'Afrique ainsi que de formation des leaders africains de nouvelle génération.

Si les pays africains veulent vraiment amorcer un véritable processus de développement durable pour sortir des rangs des pays en développement et des pays les moins avancés, il faut seulement que les Gouvernements des Etats membres et les partenaires fassent confiance au CAFRAD et lui accordent l'importance requise, les ressources et les activités intellectuelles à réaliser. Pour éviter que les pays africains soient sous managés selon la formule de Peter Drucker, il faudrait qu'ils renforcent leurs systèmes de production des talents dans un contexte de guerre mondiale des talents, de recherche & innovation, de création de la valeur et de transformation des matières premières sur place. L'Afrique ne sera le continent du futur qu'à condition que les Africains en prennent collectivement conscience, s'y engagent, et mobilisent les institutions comme le CAFRAD pour y parvenir.

Le CAFRAD ne concurrence aucune institution nationale ou régionale de formation. Le CAFRAD est unique dans sa mission d'harmonisation et d'africanisation de la formation, de la recherche, de développement des *soft skills*. D'ailleurs, le CAFRAD a contribué à la création de la plupart des écoles et/ou instituts de formation administrative dans les Etats membres. Il continue d'incarner son leadership en matière de complémentarité, d'énergie de collaboration avec les autres institutions et d'intelligence collective au service du développement du continent.

Il importe que tous les pays africains rejoignent le CAFRAD et mettent en place un programme régional de formation et de recherche avec le CAFRAD comme un centre coordonnateur, un opérateur central.

Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI, nouveau Directeur général du CAFRAD s'y est engagé. Il a besoin du soutien indéfectible, de la sollicitation et de la collaboration active, volontaire et volontariste de tous les pays africains. L'éducation, la formation, la recherche, l'innovation, le travail et l'éthique sont des facteurs qui ont contribué au développement des pays à économie majeure, des pays industrialisés et des pays à économie émergente. Dans un contexte d'obsolescence rapide des compétences et de l'émergence de nouveaux métiers, la solution la plus crédible est la formation continue et continuée tout au long de la vie, c'est le CAFRAD dont la vision des Pères fondateurs reste et demeure salutaire. N'abandonnons pas cette vision noble et n'abandonnons pas l'esprit et l'engagement des Pères fondateurs dont le Roi du Maroc, Sa Majesté Hassan II, que Dieu Lui fasse miséricorde.